



Directive

La protection des rives des lacs et des rivières (directive LRLR)

Etablissement des plans, réalisation des projets et subventions cantonales

Publication :

Direction des travaux publics et des transports / Office des ponts et chaussées
Direction de l'intérieur et de la justice / Office des affaires communales
et de l'organisation du territoire

01.05.2021



Sommaire

1.	Bases	3
1.1.	Objet et finalité	3
1.2.	Bases légales	3
2.	Elaboration des plans de protection des rives au sens de la LRLR	4
2.1	Base légale.....	4
2.2	Composantes des plans de protection des rives	4
2.3	Rapport à d'autres réglementations/plans	5
3.	Mise en œuvre des plans de protection des rives au sens de la LRLR	6
3.1	Chemins de rive.....	6
3.2	Espaces destinés au sport et à la détente	8
3.3	Physionomie naturelle des rives	9
3.4	Contrôle de l'application.....	12
4.	Subventions cantonales accordées pour les mesures au sens de la LRLR	14
4.1	Subvention allouée pour l'élaboration d'un plan de protection des rives	14
4.2	Subvention allouée pour les mesures de réalisation	15
4.3	Subvention allouée pour l'entretien des chemins de rive et des espaces destinés à la détente et au sport (surfaces libres).....	19
4.4	Subvention allouée pour l'entretien de rives proches de l'état naturel	20
4.5	Subvention allouée pour les frais d'entretien particuliers	21
5.	Dispositions finales	22
5.1	Remplacement des directives LRLR existantes	22
5.2	Entrée en vigueur	22
6.	Annexe	22

Impressum

Publication:

Direction des travaux publics et des transports / Office des ponts et chaussées, www.be.ch/tba

Direction de l'intérieur et de la justice / Office des affaires communales et de l'organisation du territoire, www.be.ch/agr

Photo page de titre: Bönigen, chemin de rive sur le lac de Brienz

1. Bases

1.1. Objet et finalité

La présente directive a pour objet d'encadrer la mise en œuvre de la législation relative aux rives des lacs et des rivières. Outre la désignation des rives concernées, cette législation définit la manière dont les plans de protection sont élaborés et mis en œuvre, et détermine pour quelles mesures planifiées par les communes le canton accorde une subvention provenant du fonds de protection des rives.

La directive a pour but de faciliter l'élaboration et la mise en œuvre des plans de protection des rives pour les communes concernées. Elle vise également à assurer l'égalité de traitement entre les communes, par une réglementation unifiée concernant la forme et le contenu des plans de protection et l'allocation de subventions cantonales aux mesures découlant de la LRLR (financement à partir du fonds de protection des rives).

Si elle ne saurait réglementer la totalité des aspects pouvant être abordés dans un plan de protection des rives, elle en règle les plus importants.

La directive s'articule en cinq chapitres:

- Chapitre 1: Bases
- Chapitre 2: Elaboration des plans de protection des rives au sens de la LRLR
- Chapitre 3: Mise en œuvre des plans de protection des rives au sens de la LRLR
- Chapitre 4: Subventions cantonales accordées pour les mesures au sens de la LRLR
- Chapitre 5: Dispositions finales

1.2. Bases légales

La législation sur les rives des lacs et des rivières comprend:

- la loi du 6 juin 1982 sur les rives des lacs et des rivières (LRLR, RSB 704.1),
- l'ordonnance du 29 juin 1983 sur les rives des lacs et des rivières (ORL, RSB 704.111).

L'article 1, alinéa 1 LRLR définit l'objet de la loi:

¹ Le canton et les communes protègent la physionomie des rives et veillent à ce que les rives des lacs et des rivières soient accessibles au public.

L'article 2, alinéa 1 LRLR définit les tâches des communes concernées:

¹ Les communes dressent des plans destinés à protéger les rives des lacs et des rivières suivantes:

- a lacs de Brienz, Thoune, Bienna, Neuchâtel et Wohlen;
- b Aar en aval du lac de Brienz.

L'article 12 ORL édicte les règles suivantes:

¹ La Direction des travaux publics et des transports édicte des directives auxquelles doit être conforme la mesure pour laquelle une subvention est demandée.

² Une mesure donne droit à subvention, si tant est qu'elle ne dépasse pas les exigences posées par les directives.

³ Aucune subvention n'est prélevée du fonds de protection des rives pour une mesure qui n'est pas prévue dans les directives.

D'autres textes de loi sont déterminants pour l'octroi de subventions cantonales aux mesures selon la LRLR:

- ordonnance du 10 juin 1998 sur le financement de l'aménagement (OFA, RSB 706.111),
- loi du 16 septembre 1992 sur les subventions cantonales (LCSu, RSB 641.1),
- loi du 26 mars 2002 sur le pilotage des finances et des prestations (LFP, RSB 620.0),
- ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP, RSB 621.1).

S'appuyant sur l'article 5 LRLR, le Conseil-exécutif a édicté dès 1985 des plans directeurs pour la protection des rives pour les régions suivantes: Oberland Est, Thoune, vallée de l'Aar, Erlach et Seeland oriental, Vieille Aar, Bienne Seeland, Granges – Büren, Bucheggberg supérieur et Haute-Argovie. Ces plans directeurs sont déterminants pour l'élaboration et la coordination des plans de protection des rives (art. 6 ORL).

2. Elaboration des plans de protection des rives au sens de la LRLR

2.1 Base légale

En vertu de l'article 2 LRLR, les communes concernées sont tenues d'élaborer des plans destinés à protéger les rives des lacs et des rivières. Le contenu de ces plans est régi par l'article 3 LRLR:

¹ Le plan de protection des rives fixe notamment:

- a une zone de protection des rives dans les régions exemptes de constructions et des limitations de construire dans les régions pourvues de constructions;
- b un chemin longeant la rive;
- c des surfaces libres mises à la disposition de la collectivité pour la détente et le sport;
- d des mesures visant au maintien des rives dans un état proche de l'état naturel et à leur rétablissement.

² Il indique dans quel ordre chronologique et par quels moyens les mesures doivent être réalisées.

L'article 7 ORL détaille plus avant la forme et le contenu des plans de protection des rives.

Certaines surfaces telles que les surfaces forestières, les zones militaires, les aires de chemins de fer et les routes nationales sont assujetties au droit de rang supérieur, qui prime la LRLR.

2.2 Composantes des plans de protection des rives

Le plan de protection des rives doit couvrir l'ensemble des territoires situés en bordure du lac/de l'Aar. Il n'est possible de s'écarter du plan directeur des rives des lacs et des rivières (plan directeur LRLR) que si de nouveaux éléments apparaissent lors de la planification détaillée ou que les conditions se sont modifiées (art. 9, al. 1 et 2 de la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (loi sur l'aménagement du territoire, LAT, RS 700) en lien avec l'art. 7, al. 1 ORL). Dans un tel cas, la Direction de l'intérieur et de la justice doit adapter le plan directeur au plan de protection des rives entré en vigueur (art. 7, al. 1 ORL).

Les plans de protection des rives intègrent les composantes suivantes:

Plan de quartier: le plan de quartier contient les éléments spécifiés à l'article 3, alinéa 1 LRLR et tous les éléments définis dans le plan directeur LRLR, auxquels peuvent s'ajouter d'autres éléments selon la

situation. Il est en règle générale établi à l'échelle 1:5000. Le choix d'une autre échelle est possible ou peut s'avérer nécessaire localement, selon les mesures envisagées (cotes précises)¹.

Le plan de quartier regroupe des spécifications et des recommandations. Les portions de rives citées doivent correspondre à celles du plan directeur LRLR.

Règlement de quartier: en plus de préciser le champ d'application et le positionnement par rapport à la réglementation fondamentale en matière de construction, le règlement de quartier comprend des dispositions relatives aux éléments contraignants du plan de quartier.

Programme de réalisation: le programme de réalisation présente individuellement les mesures découlant de la LRLR. Il détaille par ailleurs le calendrier et les moyens de mise en œuvre. Il donne ainsi un aperçu de l'urgence et de la période de réalisation des mesures.

Le plan et le règlement de quartier ont force obligatoire pour les propriétaires, le programme de réalisation pour les autorités.

Les communes élaborent le plan de protection des rives dans le cadre de la procédure de [plans de quartier](#) conformément aux articles 88 et suivants de la loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC, RSB 721.0). La reconnaissance d'un plan d'affectation existant comme plan de protection des rives (article 8 ORL) n'est envisagée que dans des cas exceptionnels. L'élaboration d'un programme de réalisation est nécessaire dès lors que la mise en œuvre de mesures au sens de la LRLR est envisagée.

Les aspects suivants doivent en particulier être pris en considération pour l'élaboration d'un plan de protection des rives:

- Il ne peut y avoir plusieurs chemins longeant une rive du lac/de l'Aar (un seul chemin de rive).
- Les accès au chemin de rive ne sont pas considérés comme des chemins de rive.
- Les sentiers entre le chemin de rive et la rive sont considérés comme des chemins de rive.
- Tous les chemins de rive et les espaces destinés à la détente et au sport (surfaces libres) doivent se situer dans le périmètre du plan de protection des rives.
- Les chemins de rive peuvent traverser des espaces destinés à la détente et au sport (continuité des chemins de rive).

Un modèle de plan de protection des rives est annexé à la présente directive (plan de protection des rives de Seegarten, commune de Hilterfingen).

2.3 Rapport à d'autres réglementations/plans

Plan d'aménagement local: les plans de protection des rives peuvent couvrir des surfaces déjà soumises à la réglementation cantonale en matière de construction, soit parce qu'il s'agit de surfaces agricoles, soit parce que ces surfaces sont régies par les dispositions applicables à une autre zone d'affectation, à une aire protégée ou à d'autres éléments d'un plan de zone ou d'un plan de quartier. Les dispositions du plan d'aménagement local peuvent être intégrées au plan de protection des rives pour autant qu'elles ne soient pas en contradiction avec l'objectif de la LRLR. Les dispositions non conformes au but poursuivi par la LRLR doivent être modifiées indépendamment des décisions antérieures.

Plan sectoriel de la navigation de plaisance: le plan de protection des rives concerne uniquement les surfaces terrestres. Les mesures applicables aux plans d'eau sont définies dans les [plans sectoriels de](#)

¹ Conformément à la décision du Tribunal administratif du 23 février 2009 concernant la commune de Sutz-Lattrigen, le tracé des chemins de rive envisagés doit, pour être accepté, être aussi précis que s'il s'inscrivait dans un projet de construction. L'obtention de l'autorisation ad hoc doit être clarifiée dans le cadre de l'établissement du plan d'affectation. Les autorisations exceptionnelles pour la suppression de la végétation des rives ou les éventuelles mesures de protection et de compensation doivent avoir été validées dans le cadre de la planification, ce qui implique de recourir à la procédure coordonnée.

[navigation de plaisance](#) (Plan sectoriel de la navigation de plaisance pour la partie bernoise des lacs de Biemme et de Neuchâtel, 2013 ; Plan sectoriel de la navigation de plaisance sur les lacs de Thoun et de Brienz, 2013). Il ne doit pas y avoir contradiction entre les dispositions du plan sectoriel de la navigation de plaisance et celles du plan de protection des rives.

Protection de la nature et du patrimoine: ni la protection de la nature (réserves naturelles relevant du droit cantonal ou fédéral) ni la protection du patrimoine n'entrent dans le champ d'application de la LRLR. Lorsqu'une réserve naturelle doit être validée ou nouvellement créée, son périmètre est certes précisé dans le plan de protection des rives et les responsabilités détaillées dans le programme de réalisation, mais c'est au service de promotion de la nature de l'Office de la nature et du paysage qu'il incombe d'élaborer et d'ancrer juridiquement les dispositions de protection nécessaires, et de définir un programme de suivi. Le maintien des rives dans un état proche de l'état naturel ou la renaturation des rives (protection de la végétation, prescriptions en matière de gestion, mesures d'entretien etc.) en dehors des réserves naturelles étant un objectif de la LRLR, le plan de protection des rives doit intégrer des mesures permettant leur réalisation.

3. Mise en œuvre des plans de protection des rives au sens de la LRLR

3.1 Chemins de rive

3.1.1 Bases légales et objet

L'article 1 LRLR oblige le canton et les communes à veiller à ce que les rives des lacs et des rivières soient accessibles au public. En vertu de l'article 3, alinéa 1, lettre *b* LRLR, un chemin longeant la rive doit notamment être prévu dans le plan de protection. Les exigences particulières sont définies à l'article 4, alinéas 2 à 6 LRLR.

Les chemins de rive ont pour fonction d'assurer un accès aux rives pour les piétons. Ils sont utilisés par la population locale (déplacements et accès aux loisirs de proximité) et, dans une moindre mesure, à des fins touristiques. Leur fonction principale est d'assurer un accès attrayant et aussi direct que possible à l'eau.

3.1.2 Principes régissant l'aménagement

Intégration dans la physionomie des rives: conformément à l'article 1 LRLR, l'aménagement des chemins de rive doit obéir au double impératif de protéger la physionomie des rives et de permettre au public d'accéder aux rives. La définition du tracé doit respecter dans toute la mesure du possible les caractéristiques naturelles (configuration du terrain, végétation).

Aménagement respectueux de la physionomie des rives: le chemin de rive doit être aménagé de manière aussi simple et respectueuse de l'état naturel des rives que possible. On privilégiera les matériaux naturels, provenant de l'environnement immédiat. Les aménagements en dur sont autant que possible à éviter, et là où des renforcements des berges ou des aménagements artificiels sont nécessaires, on les adaptera à la physionomie des rives par des méthodes simples de génie biologique. En zone urbaine, on pourra opter pour un aménagement en dur, au vu des contraintes spécifiques à ce type d'environnement.

Attention portée aux impératifs de protection de l'environnement: dans les zones sensibles, à forte valeur écologique, les chemins de rive doivent tenir compte des impératifs de protection du milieu naturel. Une concertation s'impose avec l'Office de l'agriculture et de la nature (OAN), service de la promotion de la nature.

Attention portée aux impératifs de protection des sites construits et du patrimoine: les chemins de rive situés à proximité de bâtiments d'importance historique et culturelle doivent autant que faire se peut être intégrés dans les structures existantes. Une concertation avec le service des monuments historiques de l'Office de la culture du canton de Berne est nécessaire.

Attractivité: le chemin de rive doit être aussi attrayant que possible et être un vecteur d'expériences et de sensations pour les personnes qui l'empruntent. Un élément central de son attrait est le rapport à l'eau. Partout où c'est possible, on ménagera un accès direct à l'eau ou au moins une vue sur l'eau. Une végétation adaptée au site le long des chemins de rive accroît la richesse de l'expérience. Autre point important : la création de zones de repos (bancs ou autres structures), dont la fréquence dépendra du type de sentier et des utilisateurs.

Absence de trafic motorisé: le chemin de rive est en premier lieu destiné aux piétons. Les cyclistes et les cavaliers peuvent être autorisés à l'emprunter par endroits, pour autant que la sécurité des piétons soit assurée et que l'aménagement du chemin le permette. Une combinaison avec des chemins de halage, des chemins forestiers et des chemins ruraux peut être judicieuse, à condition que ceux-ci ne soient pas pourvus d'un revêtement en dur. Si le chemin longe une route, on l'aménagera autant que possible en retrait. S'il n'est pas possible de séparer le chemin piéton et la route, du fait par exemple de l'étroitesse des lieux, on réduira le trafic routier à un minimum (restrictions temporelles ou fermeture au trafic motorisé le week-end).

Coordination: les chemins de rive doivent être coordonnés de manière judicieuse avec les réseaux de sentiers pour piétons et les sentiers de randonnée existants, et ce à l'échelon supra-communal. Entre deux stations de bus ou de train par exemple, ou entre deux lieux d'intérêt particulier, on veillera à conserver un degré d'accessibilité et de confort égal sur tout le parcours (accessibilité aux poussettes et aux fauteuils roulants). Là où il existe un deuxième chemin en retrait, on pourra être moins exigeant pour l'aménagement du chemin qui longe la rive.

3.1.3 Types de chemins

Les chemins de rive peuvent être des chemins de randonnée pédestre au sens de l'article 3, alinéa 1 ou des chemins pour piétons au sens de l'article 2, alinéa 1 de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (LCPR, RS 704). Selon le type de chemin et les utilisateurs, l'aménagement peut varier.

Type de chemin		Aménagement				Remarques
		Largeur min.	Pente	Marches	Aménagement en dur	
Chemin de randonnée pédestre	Sentier	0,50 m	18 %*	possibles	aucun	Hors zone résidentielle/en zone résidentielle comme variante proche de la rive
	Chemin de randonnée pédestre	0,80 m	18 %*	possibles	au minimum	
Chemin pour piétons	Sentier de promenade	1,20 m	15 %*	partiellement possibles	consolidation, sans revêtement en dur	En zone résidentielle, un chemin dénué d'obstacles et sans marches, et d'une largeur minimale de 1,20 m est nécessaire
	Chemin piéton	3,00 m**	à éviter	à éviter	consolidation, possibilité d'un revêtement en dur	A condition que les exigences d'aménagement urbain et les impératifs de l'industrie du tourisme soient remplis
	Chemin de raccordement	selon la fonction	selon la fonction	selon la fonction	selon la fonction	Accès aux espaces destinés à la détente et au sport/garantie d'accès sur l'ensemble du parcours

* Pente maximale, possible sur une courte distance uniquement

** Donne droit à des subventions jusqu'à 2,00 m (voir le point 4.2.2)

3.2 Espaces destinés au sport et à la détente

3.2.1 Base légale et objet

L'article 1 LRLR engage le canton et les communes à rendre les berges des lacs et des rivières accessibles au public. En vertu de l'article 3, alinéa 1, lettre c LRLR, le plan de protection des rives doit prévoir non seulement un chemin de rive, mais également des espaces destinés au sport et à la détente.

Ces espaces doivent permettre à la population de passer des moments de détente calme (espaces de repos et de détente, foyers en plein air, places de jeux, accès facilité à l'eau pour les baigneurs). Ils sont destinés aux riverains et aux gens de la région ainsi que, dans une moindre mesure, aux touristes. Ces infrastructures ne visent pas à favoriser le tourisme, elles sont simplement destinées aux usagers des chemins de rive.

Les espaces destinés au sport et à la détente ne doivent pas générer de trafic automobile supplémentaire à proximité des lacs et des rivières. Les cyclistes, en revanche, doivent bénéficier d'un accès facilité aux rives, même s'ils ne peuvent pas emprunter ces chemins sur toute leur longueur.

3.2.2 Principes régissant l'aménagement

Intégration dans la physionomie des rives: l'aménagement des espaces destinés au sport et à la détente doit viser une bonne intégration dans le paysage existant. On utilisera de préférence du bois ou de la pierre naturelle pour les bancs et les tables, du bois ou des haies vivantes pour les barrières et les clôtures, et là où un revêtement en dur est indispensable, on préférera les pavés à l'asphalte. Sur certains tronçons de rives en zone urbaine, on pourra opter pour d'autres matériaux et un autre type d'aménagement, pour autant que cela s'intègre harmonieusement dans l'environnement bâti.

Attention portée à l'écologie: les aménagements ne doivent pas entrer en conflit avec des populations animales ou végétales dignes de protection. On évitera en particulier d'imperméabiliser d'importantes portions de sol. Une concertation s'impose avec l'OAN, service de la promotion de la nature.

Trafic et accessibilité: les espaces destinés au sport et à la détente doivent être exempts de tout trafic motorisé. L'accès au moyen des transports publics doit en revanche être facilité. La question de l'accessibilité aux cyclistes sera tranchée au cas par cas. Selon le type d'aménagement, on veillera à ménager un accès pour les équipements d'entretien (fraiseuse pour la neige, nettoyage, évacuation des déchets, tonte des surfaces herbeuses etc.). Les espaces de détente aménagés à proximité d'habitations ou de zones fortement fréquentées doivent être accessibles aux fauteuils roulants et aux poussettes.

Protection contre les immissions et les émissions: lors de la planification d'espaces destinés au sport et à la détente, on veillera dans la mesure du possible à éviter les immissions sonores (routes, voies ferrées) ainsi que les émissions générées dans les zones résidentielles (bruit, fumées, éclairage, trafic motorisé etc.). Il peut être nécessaire d'introduire des mesures de protection contre le bruit du trafic motorisé. On privilégiera les méthodes naturelles, telles que les murs végétalisés.

Simplicité: les aménagements (bancs, tables, éclairage, poubelles etc.) doivent rester simples pour favoriser une intégration optimale dans le paysage environnant et rester dans une fourchette de coût raisonnable. On veillera par ailleurs à réduire les possibilités d'endommagement.

3.2.3 Types d'aménagements

On distingue quatre types d'espaces destinés au sport et à la détente :

Surface libre: espace aménagé en bordure immédiate de la rive, accessible au public et exempt de tout équipement.

Zone de repos: aire aménagée en bordure immédiate des rives ou à faible distance de celles-ci, destinée aux randonneurs et aux promeneurs, et dotée de quelques équipements simples : bancs ou bordures pour s'asseoir, poubelles, table, foyer (couvert), abri, aménagement pour la baignade des enfants en bas âge, équipements de jeu etc.

Pré pour la détente et la baignade: aire herbeuse étendue destinée à la baignade, au jeu et à la détente. Equipements: bancs ou banquettes, poubelles, tables, éventuellement foyer (couvert), abri, cabines pour se changer, toilettes, douches, équipements de jeu pour enfants et adultes. Des accès facilités à l'eau sont souhaitables (marches, échelles, rampes, plage en pente douce etc.).

Parc: environnement aménagé pour la détente au calme dans ou à proximité d'une zone résidentielle, sous la forme de promenades, de surfaces vertes, de diverses plantations. Equipements: bancs et banquettes, poubelles, équipements de jeu pour enfants et pour adultes, parc à vélos, éventuellement vente de boissons et de nourriture.

3.3 Physionomie naturelle des rives

3.3.1 Bases légales

L'article 1 LRLR impose au canton et aux communes d'une part de permettre au public d'accéder aux rives des lacs et des rivières, et d'autre part de préserver la physionomie naturelle des rives. Ils doivent pour ce faire inscrire dans les plans de protection non seulement des chemins de rive et des espaces de sport et de détente (art. 3, al. 1, lit. d LRLR) mais aussi des mesures destinées à préserver la physionomie des rives ou à la restaurer.

3.3.2 Délimitation par rapport aux revitalisations

Le 1^{er} janvier 2011 entraînent en vigueur des modifications de la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux, RS 814.20). Dans le cadre de cette révision, les cantons ont été chargés de recenser leurs lacs et cours d'eau et l'évolution de ceux-ci, et de s'accorder sur un [concept de développement des eaux](#). Depuis 2015, la Confédération verse des subventions aux cantons au titre de la revitalisation des lacs et des cours d'eau, que ce soit dans le cadre de conventions-programmes « Revitalisations » ou de manière ponctuelle. Des informations détaillées sont disponibles dans le manuel sur les conventions-programmes conclues dans le domaine de l'environnement de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), partie 8: « Explications spécifiques sur la convention-programme dans le domaine de la revitalisation des eaux ».

En vertu de l'article 4, lettre *m* LEaux, on entend par revitalisation le rétablissement, par des travaux de construction, des fonctions naturelles d'eaux superficielles endiguées, corrigées, couvertes ou mises sous terre. On part du principe qu'il n'existe pas de différence essentielle entre le rétablissement de la physionomie naturelle des rives et la revitalisation des eaux, à ceci près que le maintien de la physionomie naturelle des rives suppose également des mesures touchant à la partie terrestre (voir le point 3.3.2).

Au niveau cantonal, les revitalisations et la renaturation des rives de lacs et de rivières peuvent donner droit à des subventions soit sur la base des articles 8 et 9, alinéa 2, lettre *b* de la loi cantonale du 14 février 1989 sur l'entretien et sur l'aménagement des eaux (loi sur l'aménagement des eaux, LAE, RSB 751.11), soit sur la base de l'article 3, alinéa 1, lettre *d* et de l'article 7c LRLR. Les conditions d'octroi varient en fonction de la loi qui s'applique au cas concret:

- LAE: projet d'aménagement des eaux ou projet de construction, aucun plan de protection des rives n'est nécessaire, seules des mesures touchant à l'espace réservé aux eaux sont possibles, le taux de subventionnement par le canton est généralement de 70 pour cent (y compris subvention fédérale au canton selon LEaux, 55 %). Voir à ce sujet la [directive](#) de l'Office des ponts et chaussées du canton de Berne du 15 novembre 2019, «Directive Aménagement des eaux : Subventions pour les ouvrages de protection et les revitalisations dans le canton de Berne».
- LRLR: en règle générale un projet de construction, plan de protection des rives nécessaire, la rive devant être revitalisée doit être désignée dans le plan de protection comme une rive proche de l'état naturel, des mesures d'aménagement de l'espace réservé aux eaux et des rives sont possibles, subvention cantonale possible à hauteur de 60 pour cent, avec un maximum de 75 pour cent (subvention fédérale LEaux au canton à hauteur de 55 %, mais seulement pour les mesures portant sur l'espace réservé aux eaux).

Les demandes de subventionnement sont examinées au cas par cas. Comme les conditions préalables varient, on ne peut pas émettre de recommandation d'ordre général concernant la base légale sur laquelle s'appuyer pour les demandes. Lorsque les conditions préalables sont remplies pour les deux types de subvention, le canton peut émettre une recommandation à l'intention de la commune pour le cas concret. Les communes décident toutefois elles-mêmes sur quelle base elles entendent soumettre leurs demandes de subventionnement. Un double subventionnement (sur la base de la LAE et de la LRLR) ne peut pas entrer en ligne de compte.

3.3.3 Objet et mesures

3.3.3.1 Evolution et importance de la physionomie des rives

Dans la perspective d'une planification à long terme, il est nécessaire d'adopter une perspective globale sur la physionomie des rives des lacs et des rivières. Il importe de tenir compte des aspects suivants:

- La zone de contact entre l'eau et la rive est un biotope essentiel pour la faune et la flore. Les poissons l'utilisent pour la reproduction et comme espace de vie pour les alevins.
- La zone de faible profondeur et la zone de contact accueillent en outre d'importants processus physiques, chimiques et biologiques servant à l'autoépuration de l'eau. Dès que l'on réduit la largeur de ces zones ou que l'on aménage le lit de la rivière en dur, cette fonction d'autoépuration se trouve compromise.
- Les zones inondables contribuent de manière décisive à la régénération de la nappe phréatique et par là même à la constitution de réserves suffisamment abondantes d'eau potable de qualité.
- Un aménagement naturel des rives accroît leur valeur comme zones de détente et la valeur du paysage.
- Les mesures d'assainissement des rives peuvent porter sur un point ou un endroit précis, sur une ligne ou sur une surface plus ou moins étendue.

3.3.3.2 Maintien ou rétablissement de la physionomie des rives

Lorsque la physionomie naturelle des rives est préservée, la gradation naturelle des zones est intégralement préservée. De tels paysages sont rares et bénéficient le plus souvent du statut de réserve naturelle.

Les rives dont l'état est proche de l'état naturel sont très courantes. Dans ce type de paysage, la gradation naturelle des zones est en partie préservée. Diverses mesures sont prises pour sauvegarder ces paysages, parmi lesquelles le maintien de conditions environnementales propices (qualité de l'eau, qualité du sol, réduction des immissions polluantes), la création de zones tampon ou encore l'élaboration de plans d'entretien et d'aménagement.

Lorsque le paysage comporte des éléments artificiels compromettant voire bloquant ses fonctions naturelles caractéristiques, on veillera à rétablir une physionomie proche de l'état naturel. Les mesures possibles à ce titre sont l'élargissement de la bande côtière, la création de méandres (allongement de la ligne côtière) et le remplacement des aménagements en dur.

Le tableau suivant présente les différentes zones caractéristiques des rives, telles que décrites dans la LRLR, et les mesures possibles visant à préserver ou à rétablir la physionomie naturelle des rives.

Titre	Zone submergée en permanence	Zone périodiquement submergée	Eaux stagnantes	Berges boisées
Descriptif	Flore aquatique, végétation flottante fixée, roselières, berges en gravier ou en sable	Forêts marécageuses et forêts alluviales	Vieux bras de rivières, petits lacs, étangs, mares	Vestiges d'une forêt primaire
Mesures de préservation	Amélioration de la qualité de l'eau, atténuation ou prévention des interventions mécaniques (barrières à claire-voie, fascines en boudin lestées, épis), limitation du trafic lacustre, création de bandes-tampon, prévention du remblayage, restrictions sur les activités de loisirs aux endroits sensibles, mesures d'entretien, fauchage des roselières, débroussaillage).	Restrictions sur les activités de loisirs aux endroits sensibles, garantie d'un niveau suffisant de la nappe phréatique, création de bandes tampon, mesures d'entretien (débroussaillage, coupe, abattage à des fins d'entretien). On tiendra compte à cet égard des habitudes de vie des oiseaux et des petits animaux, ainsi que de la capacité de résilience des communautés végétales.	Restrictions sur les activités de loisirs aux endroits sensibles, limitation de la pêche, garantie d'un niveau d'eau suffisant, création de bandes tampon.	Restrictions sur les activités de loisirs aux endroits sensibles, création de bandes-tampon, mesures d'entretien (coupe, élagage, éclaircissage, comblement des trouées).

Titre	Zone submergée en permanence	Zone périodiquement submergée	Eaux stagnantes	Berges boisées
Mesures de restauration	Agrandissement des communautés végétales flottantes et des roselières par plantation (balles et faisceaux de roseaux), remplacement de murs sur la berge et d'autres aménagements en dur.	Reconversion de prairies à utilisation intensive en surfaces marécageuses non fertilisées, fauchage de prés de solidage, rétablissement de forêts marécageuses et de forêts alluviales.	Réactivation de secteurs asséchés, dragage d'eaux stagnantes comblées de sédiments.	Plantation de rideaux d'arbres sur les rives pour remplacer ou compléter des structures en dur.

3.4 Contrôle de l'application

3.4.1 Bases légales

Le Grand Conseil bernois a adopté la LRLR sur la base de l'article 9 de la Constitution du canton de Berne (remplacée par la Constitution du 6 juin 1993) suite à l'initiative législative déposée par le Parti social-démocrate bernois le 18 mars 1980. L'initiative s'appuyait sur la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT, RS 700), qui enjoint à l'article 3, alinéa 2, lettre c les autorités à faciliter pour le public l'accès aux rives et le passage le long de celles-ci.

La législation sur les rives des lacs et des rivières fait partie des actes législatifs cantonaux relatifs au droit des constructions et à la planification territoriale. Sa mise en œuvre relève de la responsabilité commune du canton et des communes. Le canton est responsable de l'élaboration des plans de protection des rives (art. 5, al. 1 LRLR et art. 6 ORL) ainsi que de la coordination entre les communes et de la supervision des communes. Les communes élaborent et mettent en œuvre les plans de protection des rives (art. 2 et 6 LRLR).

Le plan de protection des rives fait partie intégrante du plan d'affectation des communes. La législation sur la protection des rives restreint quelque peu l'autonomie des communes pour ce qui est de leur réglementation fondamentale en matière de construction et de leur plan d'affectation :

- Définition des secteurs pour lesquels il convient d'édicter des plans de protection des rives (art. 2 LRLR, art. 1 ORL)
- Définition des principes régissant le tracé des chemins de rive (art. 4, al. 2 LRLR)
- Jusqu'à ce que les plans de protection des rives soient édictés, une interdiction générale de construire en deçà de 50 mètres de la rive est valable (art. 8, al. 2, LRLR)
- Les constructions érigées dans la zone de protection des rives requièrent l'approbation du canton (art. 5, al. 3, LRLR et art. 17 ORL)
- Seul le canton peut octroyer des dérogations (art. 6, al. 3 LRLR)
- Les plans directeurs pour l'aménagement des rives des lacs et des rivières permettent d'assurer une planification supra-communale (art. 3 et art. 6 ORL)

En vertu des articles 6 et 8 de la LRLR, le canton peut prendre des dispositions à la place des communes pour ce qui est de la planification, de la réalisation et de l'entretien de mesures au sens de la LRLR.

L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire est compétent pour édicter des plans de protection des rives à la place des communes (art. 20, al. 3 ORL). Les dispositions qui s'appliquent sont celles régissant le plan de quartier cantonal (art. 102 LC). L'organe compétent pour l'exécution par substitution d'une mesure non mise en œuvre par une commune au titre du programme de réalisation ou de l'entretien d'une mesure de protection des rives est l'Office des ponts et chaussées (OPC) (art. 20, al. 1, ORL).

Les articles 20 et 21 ORL règlent les modalités ainsi que les frais engendrés lorsque le canton doit planifier ou réaliser une mesure à la place d'une commune.

3.4.2 Propriété privée et mesures au sens de la LRLR

La garantie de la propriété inscrite à l'article 26 Cst. ne confère pas au propriétaire foncier de droit inconditionnel à construire sur son bien-fonds. Les possibilités de construction sont fonction de la réglementation fondamentale en matière de construction de la commune considérée. La législation relative aux rives des lacs et des rivières constitue la base légale sur laquelle s'appuient les autorités pour restreindre les prérogatives des propriétaires fonciers ou pour les exproprier (art. 6, al. 4, LRLR). La réalisation des objectifs de la LRLR relève de l'intérêt public et se trouve solidement ancrée dans le droit fédéral supérieur comme dans le droit cantonal. Les plans de protection des rives ayant une force contraignante égale à celle des plans de quartier en vertu de l'article 88 LC, ils peuvent fonder un droit d'expropriation (art. 128 LC).

Si les intérêts des propriétaires fonciers privés s'opposent à l'intérêt public, on procédera à une pesée des intérêts. Les atteintes à la propriété foncière doivent toujours être proportionnées, ce qui signifie que l'atteinte doit être de nature à remplir l'objectif visé et indispensable pour l'atteindre, et ne pas être disproportionnée.

3.4.3 Ancrage législatif

La législation relative aux rives des lacs et des rivières ne prescrit pas de manière exhaustive qui doit être le propriétaire des constructions et aménagements publics prévus par le plan de protection des rives. En règle générale, il est prévu que les communes acquièrent les droits de propriété par un achat de gré à gré ou par voie d'expropriation.

Il est également possible qu'un bien-fonds reste la propriété d'un particulier, et que celui-ci ménage le droit à la collectivité d'utiliser le bien-fonds par le biais d'un contrat de servitude conformément à l'article 730 (servitudes foncières) du Code civil suisse du 10 décembre 1907 (CC, RS 210) ou à l'article 781 CC (servitudes en faveur d'une personne). Dans un tel cas, il sera précisé dans le contrat de servitude que la commune assume les coûts d'entretien des aménagements publics et répond de leur sécurité.

Il suffit parfois pour préserver la physionomie naturelle des rives de définir des droits d'usage particuliers pour un secteur donné, et d'ancrer les mesures dans le droit public. Cela ne dispense toutefois pas forcément d'un ancrage dans le droit privé, sous la forme d'une garantie.

3.4.4 Acquisition des droits

Une acquisition de gré à gré présente en général des avantages pour les deux parties. En vertu de l'ORL, article 19, les communes et, si nécessaire, le canton peut procéder à des expropriations. Les dispositions pertinentes sont regroupées dans la loi cantonale sur les constructions (art. 128 ss LC) et dans la loi cantonale du 3 octobre 1965 sur l'expropriation (RSB 711.0). Lorsque les parties ne parviennent pas à s'accorder sur le montant de l'indemnisation, la commission d'estimation est chargée de trancher.

4. Subventions cantonales accordées pour les mesures au sens de la LRLR

4.1 Subvention allouée pour l'élaboration d'un plan de protection des rives

4.1.1 Bases légales

Les subventions accordées par le canton pour l'élaboration d'un plan de protection des rives au sens de la LRLR ou d'un plan d'affectation sont réglementées à l'article 10 ORL.

4.1.2 Coûts éligibles

En vertu de l'article 8 OFA, une subvention cantonale est accordée uniquement pour les projets présentant un intérêt particulier pour le canton. La modification d'un plan existant de protection des rives revêt un intérêt particulier pour le canton si elle contribue à une amélioration de la situation au sens de la LRLR, par exemple:

- adaptations imposées par une modification des bases légales (précision de l'espace réservé aux eaux au regard de la législation relative à la protection des eaux, par ex.),
- améliorations allant dans le sens des objectifs de la LRLR (renaturation des rives, par ex.),
- actualisation du programme de réalisation pour une mise en conformité avec la LRLR.

4.1.3 Taux de subvention

Les subventions allouées pour l'élaboration d'un plan de protection des rives représentent en vertu de l'article 8, alinéa 1 OFA au plus 50 pour cent des coûts ouvrant droit à subvention.

4.1.4 Demande de subvention, décompte en vue du versement de la subvention

Les modalités de demande de subvention sont régies par les dispositions de l'OFA, notamment les articles 8 et 9.

La **demande de subvention** doit notamment contenir les éléments suivants:

- Demande écrite de la commune
- Description du projet:
 - Description générale: nature des travaux, zone de planification (carte ou extrait de plan)
 - Activités planifiées: liste/description des différentes étapes de planification, indication du degré de détail et de l'échelle des plans, énumération des études détaillées et expertises nécessaires
 - Déroulement du projet: liste/description des différentes étapes
 - Calendrier: cadre temporel estimé pour chacune des étapes
 - Gestion du projet: planificateur, ingénieur-conseil (le cas échéant), personne chargée des expertises
- Devis:
 - Devis détaillé précisant le temps consacré à chacune des étapes et les coûts ouvrant droit à subvention
 - Coûts annexes (impression, frais etc.)
 - Coûts liés à la réalisation des études détaillées et des expertises par des tiers

La demande de subvention doit être adressée à l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT) du canton de Berne, Service de l'aménagement local et régional, Nydeggasse 11/13, 3011 Berne. La subvention est versée par l'Office des ponts et chaussées du canton de Berne, Centre de prestations.

La **demande de versement** à présenter à la clôture du projet doit comprendre les éléments suivants:

- Demande écrite de la commune
- Informations relatives au projet:
 - Décompte détaillé des dépenses, avec mention des coûts ouvrant droit à subvention
 - Agents payeurs (y compris subventions de tiers)
- Factures originales (le cas échéant) ou copies des factures originales accompagnées d'une attestation de la commune que les factures originales existent et qu'elles n'ont pas été présentées dans le cadre de demandes de subvention antérieures
- Justificatifs de paiement (extrait de compte bancaire ou extrait du système de paiement de la commune)

La demande de versement doit être adressée à l'Office des ponts et chaussées du canton de Berne, Centre de prestations, Reiterstrasse 11, 3013 Berne.

4.2 Subvention allouée pour les mesures de réalisation

4.2.1 Bases légales

Les subventions accordées par le canton pour l'aménagement de chemins de rive et d'espaces destinés à la détente et au sport, ainsi que le maintien des rives dans un état proche de l'état naturel au sens de la LRLR sont réglementées à l'article 11 ORL.

4.2.2 Coûts éligibles

Les conditions pour l'allocation d'une subvention sont les suivantes:

- Les mesures proposées sont en conformité avec le plan de protection des rives.
- Les conditions juridiques pour leur réalisation sont réunies (servitudes, permis de construire etc.).

Conformément à l'article 3, alinéa 1 LRLR, le plan de protection des rives fixe notamment:

- une zone de protection des rives dans les régions exemptes de constructions et des limitations de construire dans les régions pourvues de constructions;
- un chemin longeant la rive;
- des surfaces libres mises à la disposition de la collectivité pour la détente et le sport;
- des mesures visant au maintien des rives dans un état proche de l'état naturel et à leur rétablissement.

Les mesures suivantes, décrites en détail ci-après, donnent droit à une subvention:

- Acquisition de terres, établissement de servitudes, indemnités
- Aménagement et équipement de chemins de rive et d'espaces destinés à la détente et au sport
- Mesures visant à maintenir les rives dans un état proche de l'état naturel ou à restaurer un état proche de l'état naturel

4.2.2.1 Acquisition de terres, établissement de servitudes, indemnisations

L'aménagement de zones de protection des rives, de chemins de rive et de surfaces libres au sens de la LRLR, ainsi que le maintien ou la restauration de l'état naturel des rives peuvent générer des coûts (acquisition de terres, établissement de servitudes, indemnisations). Le canton peut allouer une subvention pour l'acquisition de terres, l'établissement de droits de passage/d'utilisation et l'indemnisation pour cause de restriction d'usage. Ces subventions couvrent également les coûts annexes tels que les frais et dépens judiciaires (procédure de première instance), les frais de notaire et les frais d'enquête, ainsi que la détermination des limites de propriété jusqu'à la ligne d'eau. Ne donnent en revanche pas droit à subvention les droits de mutation (voir l'art. 12, al. 1, let. a de la loi du 18 mars 1992 concernant les impôts sur les mutations (LIMu, RSB 215.326.2)).

L'acquisition de terres et l'établissement de droits de passage/d'utilisation incombent à la commune. L'utilisation prévue des terres acquises et les droits de passage/d'utilisation doivent être inscrits au registre foncier sous la forme de servitudes au profit de la commune et du canton de Berne.

4.2.2.2 Aménagement et équipement de chemins de rive et d'espaces destinés à la détente et au sport

Le canton accorde une subvention pour la création, l'extension et l'équipement de chemins de rive et d'espaces destinés à la détente et au sport au sens de la LRLR. Les standards ci-dessous servent de référence:

Nature	Chemin de rive	Espace destiné à la détente et au sport
Surface	Sol non imperméabilisé	Sol non imperméabilisé
Équipement	Plantations le long des chemins (arbustes et arbres adaptés au site), bancs, poubelles, délimitation des biens-fonds privés (haies, clôtures) visant à préserver la sphère privée, panneaux de signalisation «chemin de rive», équipement de secours	Selon la finalité de l'installation: poubelles, structures permettant de s'asseoir, tables, foyers, abris, jeux (aucune spécificité), installations sanitaires simples (toilettes, douches, vestiaires), équipement de secours, pontons/rampes de baignade, cales de mise à l'eau, emplacements pour vélos
Largeur*	1,20 m. Aux endroits de fort passage, à proximité des centres-villes, les chemins d'une largeur pouvant aller jusqu'à 2 m donnent droit à une subvention.	
Autres données	Voir le point 3.1	Voir le point 3.2

* Largeur déterminée à partir du gabarit d'un piéton selon la norme de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (VSS SO 640 201)

Les mesures dont l'ampleur dépasse les standards ci-dessus ouvrent droit à subvention uniquement s'il peut être prouvé qu'une solution plus simple ne peut pas être mise en œuvre. Si une solution plus simple est possible, le canton détermine la part fonctionnelle LRLR sur la base de laquelle la subvention sera accordée.

La part fonctionnelle LRLR permet de déterminer la façon dont les coûts sont répartis entre le canton (subvention prélevée sur le fonds de protection des rives) et d'autres agents payeurs, en cas de pluralité de bénéficiaires de la mesure.

La part fonctionnelle LRLR est définie dans le plan de protection des rives – en règle générale dans le programme de réalisation. Voici trois exemples:

- Certains chemins de rive sont utilisés à la fois par les piétons et les cyclistes, ce qui nécessite d'augmenter leur largeur (3 m environ). L'un des objectifs de la LRLR étant que les rives soient accessibles au public, ces chemins donnent droit à une subvention cantonale. La part fonctionnelle

LRLR est ici fixée à 1,20 mètre (référence pour la subvention cantonale destinée à financer l'aménagement du chemin).

- Certains espaces destinés à la détente et au sport (parcs en bordure d'un lac, à proximité de zones densément peuplées par ex.) dépassent les standards LRLR par leurs dimensions, leur niveau d'équipement et leur fonction. Une part fonctionnelle LRLR est dans ce cas définie comme référence pour la subvention cantonale destinée à financer l'installation.
- Il peut arriver que les installations sanitaires (vestiaires, douches, toilettes) soient utilisées par les membres d'une association (club de canoë par ex.) ou les clients d'un restaurant. Une part fonctionnelle LRLR est dans ce cas définie comme référence pour la subvention cantonale destinée à financer l'installation.

Une subvention cantonale peut également être allouée pour l'aménagement, l'extension et l'équipement de zones de repos, à condition qu'une surface ait été délimitée comme espace destiné à la détente et au sport. La demande de la commune accompagnée de la documentation photographique appropriée doit être transmise à l'OACOT et être annexée au plan de protection des rives.

4.2.2.3 Mesures visant à maintenir les rives dans un état proche de l'état naturel ou à restaurer un état proche de l'état naturel

Ouvrent droit à subvention les mesures de maintien et de restauration de l'état naturel des rives qui sont spécifiées comme telles dans le plan de protection des rives et dont les coûts dépassent sensiblement ceux de mesures d'entretien. Par exemple:

- Suppression de chemins, de routes ou de places de stationnement existants
- Démolition de constructions et d'installations non conformes à l'usage du site
- Remplacement d'un ouvrage en dur de consolidation des berges (muret par ex.) par une consolidation naturelle
- Plantation de roselières
- Végétalisation des enrochements de berge (saules)

4.2.2.4 Cas particuliers

Les coûts suivants **donnent droit à une subvention** au titre de la LRLR (liste non exhaustive):

- Honoraires en lien avec les mesures ouvrant droit à subvention : planification du projet, architecture, direction des travaux, conseil
- Frais annexes (copies, déplacements etc.)
- Création ou rénovation de passerelles pour piétons ou d'infrastructures pour bacs/ferries (bateaux compris)
- Déplacement du chemin de rive (si cela répond à l'objectif de la LRLR)

Les coûts suivants **ne donnent pas droit à une subvention** au titre de la LRLR (liste non exhaustive):

- Honoraires sans lien avec les mesures ouvrant droit à subvention: planification du projet, architecture, direction des travaux, conseil
- Eclairage
- Assainissement/remise en état des murets de berges
- Construction et équipement de places d'amarrage, d'installations portuaires et de débarcadères
- Places à sec pour bateaux
- Places de stationnement et parkings couverts
- Zones de repos sans délimitation de surface comme espace destiné au sport et à la détente
- Buvettes, entreprises de restauration
- Chemins thématiques

- Jeux d'eau
- Terrains de beach-volley
- Œuvres d'art
- Installations de loisirs à accès payant
- Frais d'exploitation des bacs/ferries
- Campings
- Surfaces agricoles

4.2.3 Taux de subvention

En vertu de l'article 11, alinéas 3 et 4 ORL, le taux de subvention est déterminé à partir des coûts restés à la charge de la commune pour les mesures déjà mises en œuvre. Les mesures planifiées objet de la nouvelle demande de subvention ne sont pas prises en compte pour l'évaluation des coûts résiduels par habitant.

Les taux de subvention sont les suivants:

- Jusqu'à 300 francs de coûts résiduels par habitant 60 pour cent
- Au-delà de 300 francs de coûts résiduels par habitant 75 pour cent

4.2.4 Demande de subvention, décompte en vue du versement de la subvention

La **demande de subvention** à présenter avant la réalisation des mesures doit comporter les éléments suivants:

- Demande écrite de la commune, dûment justifiée (mention de la mesure concernée du programme réalisation)
- Informations relatives au projet (plans, décompte détaillé des dépenses avec indication des coûts ouvrant droit à subvention, agents payeurs impliqués, subventions de tiers)
- Confirmation que les conditions juridiques sont réunies pour la réalisation des mesures (servitudes, permis de construire etc.)
- Décision financière de la commune

La **demande de versement** à présenter à la clôture du projet doit comprendre les éléments suivants:

- Demande écrite de la commune
- Informations relatives au projet:
 - Décompte détaillé des dépenses, avec mention des coûts ouvrant droit à subvention
 - Agents payeurs (y compris subventions de tiers)
- Factures originales (le cas échéant) ou copies des factures originales accompagnées d'une attestation de la commune que les factures originales existent et qu'elles n'ont pas été présentées dans le cadre de demandes de subvention antérieures
- Justificatifs de paiement (extrait de compte bancaire ou extrait du système de paiement de la commune)

La demande de subvention et la demande de versement doivent être adressées à l'Office des ponts et chaussées du canton de Berne, Centre de prestations, Reiterstrasse 11, 3013 Berne.

4.3 Subvention allouée pour l'entretien des chemins de rive et des espaces destinés à la détente et au sport (surfaces libres)

4.3.1 Bases légales

Les subventions accordées par le canton pour l'entretien des chemins de rive et des surfaces libres au sens de la LRLR sont réglementées à l'article 13 ORL.

4.3.2 Coûts éligibles

Des subventions cantonales sont allouées pour l'entretien des chemins de rive et des espaces destinés à la détente et au sport existants, spécifiés comme tels dans le plan de protection des rives. Les critères permettant de distinguer les chemins de rive/espaces destinés à la détente et au sport réalisés de ceux se trouvant au stade de la planification sont les suivants:

Chemin de rive	Réalisé	Planifié
Obligatoires	Le tracé répond aux exigences du plan de protection des rives Le chemin est praticable et marqué Le chemin est accessible au public	Le tracé ne répond pas aux exigences du plan de protection des rives Le chemin n'existe pas encore Le chemin ne peut être identifié comme un chemin de randonnée (non marqué) Le chemin n'est pas accessible au public
Espace destiné à la détente et au sport	Réalisé	Planifié
Obligatoires	La surface est répertoriée comme espace destiné à la détente et au sport dans le plan de protection des rives La surface est accessible au public	La surface n'est pas répertoriée comme espace destiné à la détente et au sport dans le plan de protection des rives La surface n'est pas accessible au public (utilisée à des fins agricoles par ex.)
Optionnel	L'infrastructure planifiée a été réalisée	

Une subvention cantonale peut également être allouée pour l'entretien des zones de repos à condition qu'une surface donnée ait été délimitée en tant qu'espace destiné à la détente et au sport. La demande de la commune accompagnée de la documentation photographique appropriée doit être transmise à l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT) du canton de Berne, Service de l'aménagement local et régional, Nydegasse 11/13, 3011 Berne, et être annexée au plan de protection des rives.

4.3.3 Décompte en vue du versement de la subvention

L'enveloppe de la subvention cantonale allouée pour les frais d'entretien est déterminée à partir de la base forfaitaire fixée à l'article 13, alinéa 1 ORL:

- Chemin de rive réalisé 250 francs par kilomètre
- Espace destiné à la détente/au sport réalisé 25 francs par are

Les chemins de rive et les espaces destinés à la détente et au sport enregistrés dans le système d'information géographique (SIG) du canton de Berne servent de base pour le versement des subventions annuelles à l'entretien des chemins de rive et des espaces destinés à la détente et au sport. Les chemins de rive et les espaces destinés à la détente et au sport réalisés peuvent être visualisés sur le géoportail du canton, via la carte «Plan sectoriel du réseau des itinéraires de randonnée/Voies historiques (IVS)» (sélectionner «Mesures selon LRLR»).

4.4 Subvention allouée pour l'entretien de rives proches de l'état naturel

4.4.1 Bases légales

Les subventions accordées par le canton pour l'entretien de rives proches de l'état naturel au sens de la LRLR sont réglementées à l'article 13 ORL.

4.4.2 Coûts éligibles

L'entretien de rives proches de l'état naturel au sens de l'article 13, alinéa 2 ORL comprend l'entretien des plantes herbacées, des haies et des bosquets, la taille des roseaux, la tonte des talus, l'entretien des barrières à claire-voie etc.

4.4.3 Taux de subvention

Le taux de subvention est de 33 pour cent.

4.4.4 Demande de subvention, décompte en vue du versement de la subvention

La **demande de subvention** à présenter avant la réalisation des mesures doit comporter les éléments suivants:

- Demande écrite de la commune, dûment justifiée
- Informations relatives au projet (plans, décompte détaillé des dépenses avec indication des coûts ouvrant droit à subvention, agents payeurs impliqués, subventions de tiers)
- Confirmation que les conditions juridiques sont réunies pour la réalisation des mesures (servitudes, permis de construire etc.)
- Décision financière de la commune

La **demande de versement** à présenter à la clôture du projet doit comprendre les éléments suivants:

- Demande écrite de la commune
- Informations relatives au projet:
 - Décompte détaillé des dépenses, avec mention des coûts ouvrant droit à subvention
 - Agents payeurs (y compris subventions de tiers)
- Factures originales (le cas échéant) ou copies des factures originales accompagnées d'une attestation de la commune que les factures originales existent et qu'elles n'ont pas été présentées dans le cadre de demandes de subvention antérieures
- Justificatifs de paiement (extrait de compte bancaire ou extrait du système de paiement de la commune)

La demande de subvention et la demande de versement doivent être adressées à l'Office des ponts et chaussées du canton de Berne, Centre de prestations, Reiterstrasse 11, 3013 Berne.

4.5 Subvention allouée pour les frais d'entretien particuliers

4.5.1 Bases légales

Les subventions accordées par le canton pour les frais particuliers engendrés par des événements exceptionnels au sens de la LRLR sont réglementées à l'article 13 ORL.

4.5.2 Coûts éligibles

Les frais d'entretien particuliers sont générés par un événement exceptionnel (événement naturel tel qu'une tempête, une avalanche etc.). Il incombe au demandeur d'apporter la preuve de cet événement.

4.5.3 Taux de subvention

Le taux de subvention est défini au cas par cas par l'Office des ponts et chaussées:

- Mesures d'entretien: le taux de subvention pour les mesures d'entretien extraordinaires est en règle générale de 50 pour cent.
- Mesures de remise en état: dans certains cas particuliers (remplacement d'une installation dans son intégralité p. ex.), le taux de subvention est le même que celui accordé pour les mesures de réalisation ordinaires, à savoir 60 pour cent (coûts résiduels jusqu'à 300 francs par habitant) ou 75 pour cent (coûts résiduels de plus de 300 francs par habitant).

4.5.4 Demande de subvention, décompte en vue du versement de la subvention

La **demande de subvention** à présenter avant la réalisation des mesures doit comporter les éléments suivants:

- Demande écrite de la commune, dûment justifiée
- Informations relatives au projet (plans, décompte détaillé des dépenses avec indication des coûts ouvrant droit à subvention, agents payeurs impliqués, subventions de tiers)
- Confirmation que les conditions juridiques sont réunies pour la réalisation des mesures (servitudes, permis de construire etc.)
- Décision financière de la commune

La **demande de versement** à présenter à la clôture du projet doit comprendre les éléments suivants :

- Demande écrite de la commune
- Informations relatives au projet:
 - Décompte détaillé des dépenses, avec mention des coûts ouvrant droit à subvention
 - Agents payeurs (y compris subventions de tiers)
- Factures originales (le cas échéant) ou copies des factures originales accompagnées d'une attestation de la commune que les factures originales existent et qu'elles n'ont pas été présentées dans le cadre de demandes de subvention antérieures
- Justificatifs de paiement (extrait de compte bancaire ou extrait du système de paiement de la commune)

La demande de subvention et la demande de versement doivent être adressées à l'Office des ponts et chaussées du canton de Berne, Centre de prestations, Reiterstrasse 11, 3013 Berne.

5. Dispositions finales

5.1 Remplacement des directives LRLR existantes

La présente directive remplace les chapitres suivants des directives LRLR (en allemand) de septembre 1985, mai 1986, novembre 1986 et juin 1992:

- Plan d'affectation/élaboration des plans de protection des rives au sens de la LRLR
- Réalisation/planification et aménagement des chemins de rive au sens de la LRLR
- Réalisation/planification, aménagement et équipement des surfaces libres et des aires de repos au sens de la LRLR
- Réalisation/restauration et entretien des rives proches de l'état naturel au sens de la LRLR
- Réalisation des mesures au sens de la LRLR/réunion des conditions juridiques
- Contributions étatiques à l'entretien des chemins de rive existants, des surfaces libres et des rives proches de l'état naturel au sens de la LRLR
- Contributions étatiques aux plans d'affectation au sens de la LRLR (plans de protection des rives, y compris études détaillées et expertises)
- Contributions étatiques/directive relative aux contributions étatiques aux mesures de réalisation au sens de la LRLR

5.2 Entrée en vigueur

La présente directive entre en vigueur le 1^{er} mai 2021.

6. Annexe

Exemple de plan de protection des rives, Seegarten, commune de Hilterfingen (en allemand):

- Uferschutzplan (Überbauungsplan) Seegarten 1:500
- Situation 1:200, Plan 2, Teilstrecke Parzelle 630 - Hafen Eichbühl Parzelle 1439
- Überbauungsvorschriften Seegarten
- Realisierungsprogramm Seegarten

- mit Ergänzungen zu
- Schutzzoneplan vom 20.11.1998
 - Gemeindebeschluss vom 20.11.1998, Anhang II Verzeichnis der Schutzobjekte
 - Überbauungsordnung Nr. 3 „Seegarte West“ vom 20.09.1977

- bestehend aus
- **Uferschutzplan (Überbauungsplan) Seegarten 1:500**
 - Überbauungsvorschriften Seegarten
 - Realisierungsprogramm Seegarten
 - Situation 1:200, Plan 1, Teilstrecke Ländle Hünibach – Parzelle 630
 - Situation 1:200, Plan 2, Teilstrecke Parzelle 630 – Hafen Eichbühl Parzelle 1439
 - Querprofile 1:50
 - Normalprofil 1:20
 - Landerwerbsplan 1:200, Plan 1, Teilstrecke Ländle Hünibach – Parzelle 630
 - Landerwerbsplan 1:200, Plan 2, Teilstrecke Parzelle 630 – Hafen Eichbühl Parzelle 1439

- Weitere Unterlagen
- Erläuterungsbericht
 - Mitwirkungsbericht

21. Juni 2010

Katharina Berger
 Dipl. Arch. ETH
 Planerin
 Stationsstrasse 15
 3629 Hünibach

IMPULS AG
 Wald / Landschaft Naturgefahren
 Seestrasse 2
 3600 Thun
 www.impuls.ch

Dütschler & Naegeli
 Vermessung + Geoinformation AG
 Fliederweg 11
 3601 Thun
 www.geo-thun.ch

LEGENDE

- Festlegungen USP**
- Perimeter Wirkungsbereich Uferschutzplan
 - Wohnzone E2 (Art. 40 GBR)
 - Grünzone (Art. 47 GBR)
 - Uferschutzzone nach SFG
 - Freifläche FF nach SFG
 - Bereich Aufwertungsmassnahmen für Wasservogel
 - Verbindliche Waldgrenze nach Art. 10 Abs. 2 WaG
 - Uferweg bestehend, genügend
 - Uferweg neu
 - Signaltafel (Hundeleinenpflicht)
 - maximale Sichtschutzhöhe sesselig 1.80m

- Ergänzungen Schutzzoneplan und Anhang II GBR vom 20.11.1998**
- Schützenswerte Bauten
 - Erhaltenswerte Bauten
 - Geschützte Baumbestände (Art. 53 Abs. 1 GBR)
 - Geschützte Bäume und Baumgruppen (Art. 53 Abs. 7 GBR)

- Hinweise**
- Perimeter Wirkungsbereich Überbauungsplan Nr. 3 „Seegarte West“ 20.9.1977 (UeO 3)
 - Baufelder (UeO 3) „Seegarte West“
 - Geschützte Bachgehölze (UeO 3)
 - Empfindlichkeitsstufe III Aufstufung gem. Art. 43 LSV gem. Zonenplan 20.11.1998
 - Seebandslinie gem. Art. 18 Abs. 2 GBR
 - Geschützte Baumbestände gem. Schutzzoneplan (SZP) 20.11.1998, Art. 53 GBR
 - Geschützte Bäume und Aalle (SZP) Art. 53 Abs. 7 GBR
 - Schützenswerter Brunnen (SZP und Inventar II)
 - Erhaltenswerter Pfosten (SZP und Inventar II)
 - Wald
 - Gewässer, See, Bach
 - Perimeter Wasser- und Zugvogelreservat von nationaler Bedeutung



Genehmigungsvermerke

Mitwirkung	23. August bis 21. September 2007
1. öffentliche Auflage	
Publikation im Amtsblatt	12. und 19. November 2008
Publikation im Amtsanzeiger	13. und 20. November 2008
Öffentliche Auflage	17. November bis 15. Dezember 2008
Erliedigte Einsprachen	0
Unerledigte Einsprachen	9
Rechtsverwahungen	2
2. öffentliche Auflage	
Publikation im Amtsblatt	18. und 25. November 2009
Publikation im Amtsanzeiger	19. und 26. November 2009
Öffentliche Auflage	19. November bis 18. Dezember 2009
Erliedigte Einsprachen	1
Unerledigte Einsprachen	9
Rechtsverwahungen	1
Beschlissen mit Regierungsratsbeschluss	
Nr. 1.3.3.9	Vom Regierungsrat genehmigt am 15. SEP. 2010



- mit Ergänzungen zu
- Schutzplan vom 20.11.1998
 - Gemeindebaureglement vom 20.11.1998, Anhang II Verzeichnis der Schutzobjekte
 - Überbauungsordnung Nr. 3 „Seegarte West“ vom 20.09.1977

- bestehend aus
- Uferschutzplan (Überbauungsplan) Seegarten 1:500
 - Überbauungsvorschriften Seegarten
 - Realisierungsprogramm Seegarten
 - Situation 1:200, Plan 1, Teilstrecke Ländle Hümbach – Parzelle 630
 - Situation 1:200, Plan 2, Teilstrecke Parzelle 630 – Hafen Eichbühl Parzelle 1439**
 - Querprofil 1:50
 - Normalprofil 1:20
 - Landverwysplan 1:200, Plan 1, Teilstrecke Ländle Hümbach – Parzelle 630
 - Landverwysplan 1:200, Plan 2, Teilstrecke Parzelle 630 – Hafen Eichbühl Parzelle 1439

- Weitere Unterlagen
- Erläuterungsbericht
 - Mitwirkungsbericht

21. Juni 2010

IMPULS AG
 Wald Landschaft Naturfahren
 Seestrasse 2
 3600 Thun
 www.impulstun.ch

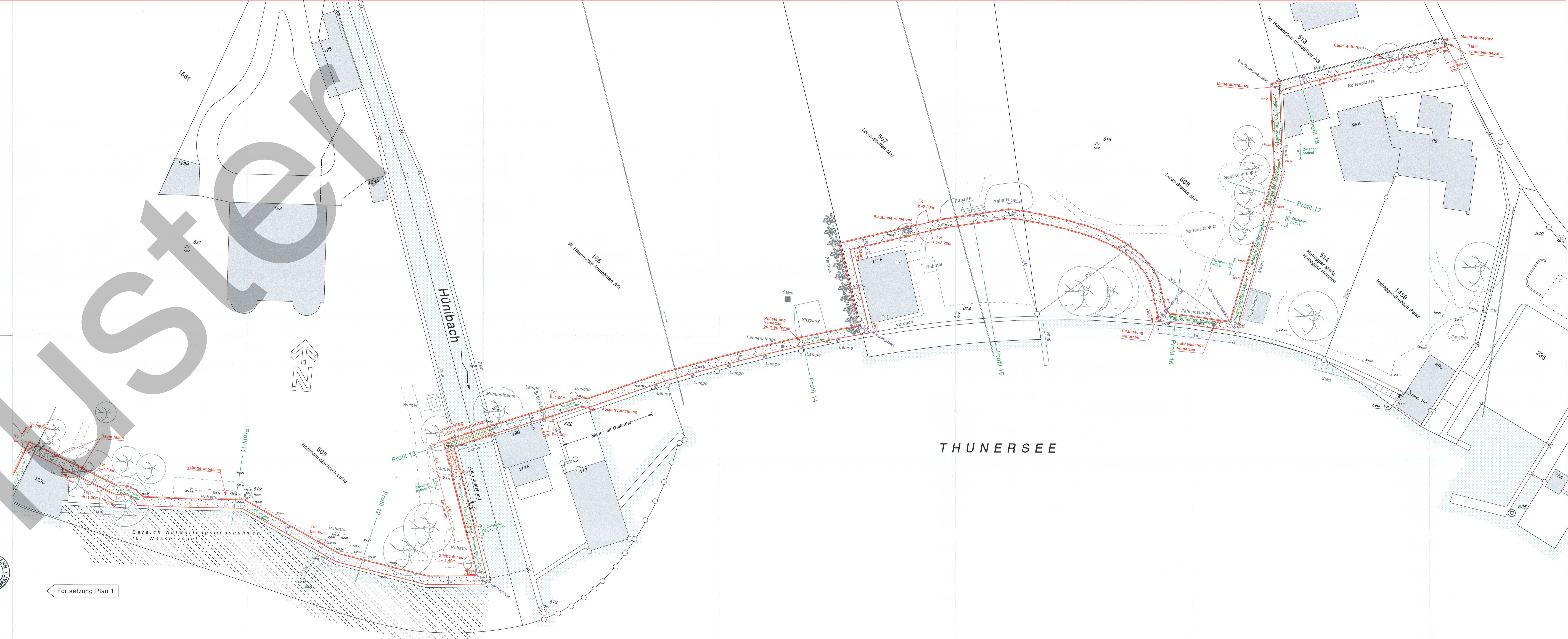
Amt für Gemeinden und Raumordnung
 Abteilung Orts- und Regionalplanung
 Nordgasse 11/13
 3011 Bern

Für die Richtigkeit der Grundbuchplankopie
 Ch. Naegele
 Nachführungsmesser
 29. Juni 2010

Genehmigungsvermerke

Mitwirkung	23. August bis 21. September 2007
1. öffentliche Auflage	
Publikation im Amtsblatt	12. und 19. November 2008
Publikation im Amtsanzeiger	13. und 20. November 2008
Öffentliche Auflage	17. November bis 15. Dezember 2008
Erfledigte Einsprachen	0
Unerledigte Einsprachen	9
Rechtsverwahrungen	2
2. öffentliche Auflage	
Publikation im Amtsblatt	18. und 25. November 2009
Publikation im Amtsanzeiger	19. und 26. November 2009
Öffentliche Auflage	19. November bis 18. Dezember 2009
Erfledigte Einsprachen	1
Unerledigte Einsprachen	9
Rechtsverwahrungen	1
Beschlossen mit Regierungsratsbeschluss Nr. 1.3.3.9	Vom Regierungsrat genehmigt am 15. SEP 2010 Der Staatsarchivar

KANTON BERN
 REGIERUNGSRAT



Fortsetzung Plan 1

Kanton Bern
Amt für Gemeinden und Raumordnung

Uferschutzplanung Seegarten Gemeinde Hilterfingen

Ersatzvornahme und Baubewilligung nach Art. 88 Abs. 6 BauG

mit Ergänzungen zu

- Schutzzonenplan vom 20.11.1998
- Gemeindebaureglement vom 20.11.1998, Anhang II Verzeichnis der Schutzobjekte
- Überbauungsordnung Nr. 3 „Seegarte West“ vom 20.09.1977

bestehend aus

- Uferschutzplan (Überbauungsplan) Seegarten 1:500
- **Überbauungsvorschriften Seegarten**
- Realisierungsprogramm Seegarten
- Situation 1:200, Plan 1,
Teilstrecke Ländte Hünibach – Parzelle 630
- Situation 1:200, Plan 2,
Teilstrecke Parzelle 630 – Hafen Eichbühl Parzelle 1439
- Querprofile 1:50
- Normalprofil 1:20
- Landerwerbsplan 1:200, Plan 1,
Teilstrecke Ländte Hünibach – Parzelle 630
- Landerwerbsplan 1:200, Plan 2,
Teilstrecke Parzelle 630 – Hafen Eichbühl Parzelle 1439

Weitere Unterlagen

- Erläuterungsbericht
- Mitwirkungsbericht

21. Juni 2010

Katharina Berger
Dipl. Arch. ETH
Planerin
Stationsstrasse 15
3629 Hünibach

IMPULS AG
Wald Landschaft Naturgefahren
Seestrasse 2
3600 Thun
www.impulsthun.ch



Art. 1

Wirkungsbereich

Die Überbauungsvorschriften gelten für den im Uferschutzplan gekennzeichneten Wirkungsbereich.

Art. 2

Stellung zur Grundordnung

Soweit die Überbauungsvorschriften und der Uferschutzplan nichts anderes bestimmen, gilt die baurechtliche Grundordnung der Gemeinde Hilterfingen.

Art. 3

Bauabstände:

~~a- Wohnzone E2
und W2~~

Es gelten die Bestimmungen für die Wohnzone E2 **und W2** gemäss ~~Gemeindebaureglement~~ **Baureglement** GBR.

Art. 4*aufgehoben*

~~b- Baufelder UeP
"Seegarte West"~~

~~Für die Baufelder gelten die Bestimmungen des Überbauungsplanes Nr. 3 mit Sonderbauvorschriften "Seegarte West" vom 20. 9. 1977.~~

Art. 5

Schützens- und erhaltenswerte Gebäude

¹ Für die im Uferschutzplan **und im Zonenplan 2 als Hinweis dargestellten** verbindlich ~~regulierten~~ ~~und im Anhang II GBR sowie im Schutzzonenplan ergänzten als schützens- und erhaltenswerten bezeichneten~~ Gebäude gelten die Vorschriften gemäss Art. 10a ff. BauG sowie Art. 57 ~~GBR~~ **des Baureglements**.

² Bei Neubauten im Umfeld des schützenswerten Objekts (Staatsstrasse Nr. 135) ist die kantonale Denkmalpflege beizuziehen.

Art. 6

Schützens- und erhaltenswerte bauliche Objekte

Für die ~~den~~ im Uferschutzplan ~~als Hinweis~~ eingetragenen ~~schützenswerten Brunnen und erhaltenswerten Pfosten/Mauern~~ ~~gilt Art. 56 und Art. 57 GBR~~ **gelten die Bestimmungen des Baureglements zu den erhaltenswerten baulichen Objekten.**

AGR: 16. 4. 18**Art. 7**Uferschutzzone
a. Bauten und Anlagen

¹ In der Uferschutzzone dürfen Bauten und Anlagen nur errichtet werden, wenn sie nach ihrem Zweck einen Standort in der Uferschutzzone erfordern, im öffentlichen Interesse liegen und die Uferlandschaft nicht beeinträchtigen.

² Bauten und Anlagen in der Uferschutzzone bedürfen der Zustimmung des kantonalen Amtes für Gemeinden und Raumordnung.

Art. 8

b. Terrain-
veränderungen

Sämtliche Terrainveränderungen sind bewilligungspflichtig.

Art. 9

c. Bepflanzung

Für die Bepflanzung sind standortheimische Bäume und Sträucher zu verwenden.

Art. 10

Grünzone

Für die Grünzone GZ gelten die Bestimmungen gemäss Art. 47 GBR und Art. 79 BauG.

Art. 11

Freifläche nach SFG

¹ Die erweiterte Freifläche ist gesamthaft als Grünanlage mit Ruhebänken, Kinderspielplatz und einer Liegewiese auszugestalten.

² Die Ufersicherung hat mittels naturnaher Elemente zu erfolgen und den Zugang zum Wasser zu ermöglichen.

³ Zusätzlich zum bestehende Ländtehaus mit WC- Anlage können eingeschossige Bauten bis zu 3.50 m Firsthöhe mit einer Gesamtfläche von 140 m² für Restaurant, Kiosk, Umkleidekabinen, Duschen, Geräte und dergleichen erstellt werden. Restaurant und Kiosk sind im Bereich des bestehenden Ländtehauses zu erstellen.

⁴ Umkleidekabinen, Duschen, Geräte und dergleichen sind entlang der Alpenstrasse anzuordnen, dort können auch Abstellplätze für Autos, Mofas und Velos erstellt werden.

⁵ Die einschlägigen Vorschriften des Bundesrechts bezüglich Schifffahrt sind bei baulichen Änderungen und für die Festlegung der Nutzung der Ländtematte zu beachten.

⁶ Der Badeplatz südöstlich der Ländte ist aus Gründen der Sicherheit mit geeigneten Schwimmkörpern zu begrenzen.

Art. 12

Flächen nach über-
geordnetem Recht
Wald

Bei dieser Fläche handelt es sich um Wald im Sinne der Forstgesetzgebung. Es gilt die im Uferschutzplan eingetragene verbindliche Waldgrenze nach Art. 10 Abs. 2 WaG.

Art. 13

Wasser- und
Zugvogelreservat von
nationaler Bedeutung
Kanderdelta-Hilterfingen

¹Die Seefläche im unteren Seebecken ist ein Wasser- und Zugvogelreservat von nationaler Bedeutung. Übermässige Störungen durch Uferwegbenutzer sind mit geeigneten Massnahmen von der Vogelwelt fernzuhalten.

² Der im Uferschutzplan bezeichnete Bereich Aufwertungsmassnahmen für Wasservögel dient der Schaffung von Ruheplätzen im Flachwasser. Er beschränkt sich auf die unmittelbare Uferzone von max. 10 Metern Breite.

Art. 14

Baumschutz

¹Die im Uferschutzplan verbindlich bezeichneten und im Anhang II zum GBR sowie im Schutzzonenplan ergänzten geschützten Baumbestände, erhaltenswerte Einzelbäume und Baumgruppen stehen unter dem Schutz der Gemeinde. Es gelten die Bestimmungen gemäss Art. 53 Abs. 7 GBR.

²Die Grundeigentümer von geschützten Bäumen entlang des Uferweges sind nicht verantwortlich für Schäden, die wegen höherer Gewalt (z.B. Unwetter) durch ordnungsgemäss gepflegte geschützte Bäume am Ufer entstehen. Für Schäden, die Benützern des Uferweges durch ordnungsgemäss gepflegte geschützte Bäume wegen höherer Gewalt zugefügt werden, haftet der Werkeigentümer.

Art. 15

a. Eichbühlhafen -
Ländte Hünibach

¹ Im Abschnitt Eichbühlhafen - Ländte Hünibach dient der Uferweg dem Fussgänger.

² Er ist kinderwagengängig und behindertengerecht auf eine minimale Breite von 1.50 m auszubauen. Vereinzelt sind Kreuzungsmöglichkeiten (Wegverbreiterung) mit Sitzbänken vorzusehen.

³ Er ist grundsätzlich mit einem Kieskoffer und einem Naturbelag zu erstellen. Stark beanspruchte Wegabschnitte können mit dichtem Belag versehen werden.

⁴ Der Uferweg ist mit einem für Wasservögel überwindbaren Zaun gegen die Privatgrundstücke abzugrenzen. Zusätzlich kann eine Sichtschutzbepflanzung durch den Eigentümer vorgenommen werden. Diese hat aus standortheimischen Sträuchern zu bestehen (gem. Art. 9). Der Sichtschutz darf maximal 1.80 m (landseitig) bzw. 1.40 m (seeseitig) hoch werden. An im Uferschutzplan bezeichneten Stellen darf er auch seeseitig 1.80 m hoch sein. Der 1.80 m hohe Sichtschutz muss in einem Abstand von mindestens 0.5 m zum Zaun gepflanzt werden.

Wo keine Bepflanzung möglich ist (unter Baumkronen), können in Absprache mit der Gemeinde Sichtschutzelemente aus Holz in der gleichen Höhe angebracht werden.

⁵ Für den ganzen Weg gilt die Hundeleinepflicht. Diese wird mit Signalisationstafeln vorgeschrieben.

Art. 16

b. Brücke Hünibach

Für die Querung über den Hünibach wird eine Brücke erstellt, die bei Bedarf (Ausbaggerung des Hünibachs) einfach entfernt und wieder montiert werden kann.

Art. 17

Sperrung bei
Naturgefahren

Bei Sturmgefahr und Hochwasser kann die zuständige Behörde die Benutzung des Uferwegs untersagen.

Art. 18

Lärmschutz

Soweit im Uferschutzplan nichts anderes vermerkt ist, gilt die Empfindlichkeitsstufe II gemäss Art. 43 Lärmschutzverordnung (LSV) des Bundes.

Art. 18

Inkrafttreten

Der Uferschutzplan tritt mit Beschluss des Regierungsrates in Kraft.

Das Bauverbot nach Art. 8 Abs. 2 SFG wird mit dem Beschluss der Uferschutzplanung aufgehoben.

Genehmigungsvermerke

Mitwirkung 23. August bis 21. September 2007

1. öffentliche Auflage

Publikation im Amtsblatt	12. und 19. November 2008
Publikation im Amtsanzeiger	13. und 20. November 2008
Öffentliche Auflage	17. November bis 15. Dezember 2008
Erledigte Einsprachen	0
Unerledigte Einsprachen	9
Rechtsverwahrungen	2

2. öffentliche Auflage

Publikation im Amtsblatt	18. und 25. November 2009
Publikation im Amtsanzeiger	19. und 26. November 2009
Öffentliche Auflage	19. November bis 18. Dezember 2009
Erledigte Einsprachen	1
Unerledigte Einsprachen	9
Rechtsverwahrungen	1

Beschlossen mit Regierungsratsbeschluss

Nr. 1.339

Vom Regierungsrat genehmigt

am 15. SEP. 2010

Der Staatsschreiber:



J. Reg

Kanton Bern
Amt für Gemeinden und Raumordnung

Uferschutzplanung Seegarten Gemeinde Hilterfingen

Ersatzvornahme und Baubewilligung nach Art. 88 Abs. 6 BauG

mit Ergänzungen zu

- Schutzzonenplan vom 20.11.1998
- Gemeindebaureglement vom 20.11.1998, Anhang II Verzeichnis der Schutzobjekte
- Überbauungsordnung Nr. 3 „Seegarte West“ vom 20.09.1977

bestehend aus

- Uferschutzplan (Überbauungsplan) Seegarten 1:500
- Überbauungsvorschriften Seegarten
- **Realisierungsprogramm Seegarten**
- Situation 1:200, Plan 1,
Teilstrecke Ländte Hünibach – Parzelle 630
- Situation 1:200, Plan 2,
Teilstrecke Parzelle 630 – Hafen Eichbühl Parzelle 1439
- Querprofile 1:50
- Normalprofil 1:20
- Landerwerbsplan 1:200, Plan 1,
Teilstrecke Ländte Hünibach – Parzelle 630
- Landerwerbsplan 1:200, Plan 2,
Teilstrecke Parzelle 630 – Hafen Eichbühl Parzelle 1439

Weitere Unterlagen

- Erläuterungsbericht
- Mitwirkungsbericht

21. Juni 2010

Katharina Berger
Dipl. Arch. ETH
Planerin
Stationsstrasse 15
3629 Hünibach

IMPULS AG
Wald Landschaft Naturgefahren
Seestrasse 2
3600 Thun
www.impulsthun.ch



Kanton Bern / AGR
Uferschutzplanung Seegarten
 Einwohnergemeinde Hilterfingen

REALISIERUNGSPROGRAMM

Massnahmenblatt Nummer 1

Massnahme: Neuanlage Uferweg

Lage: Uferabschnitt 3 R 32 Hünibach zwischen Ländtematte und Platanenweg

Beschrieb: Erstellen eines kinderwagengängigen und behindertengerechten Fussweges von rund 140 m Länge und einer minimalen Breite von 1.50 m mit Kreuzungsmöglichkeit und Sitzbank sowie Signalisationstafel (Hundeleinegebot).
 Anbringen von Zäunen und Toren zur Abschirmung der privaten Bereiche.

Ausführung gemäss Bauprojekt Uferweg.

Unterhalt der Ufermauer bei Bedarf.

Vorgehen: Kreditbeschluss
 Ausschreibung und Auftragsvergabe
 Ausführung, Baubegleitung

Kostenträger: Einwohnergemeinde Hilterfingen

Kosten:	Landsicherung (inkl. Ufermauer) und Entschädigungen	Fr. 51'000.--
	Ausführung: Anpassungsarbeiten	Fr. 12'000.--
	Erstellungsarbeiten	Fr. 92'000.--
	Unvorhergesehenes	Fr. 17'500.--
	Bauleitung	Fr. 16'000.--
	Baustelleninstallation	Fr. 10'000.--
	Unterhalt Ufermauer bei Bedarf	

Voraussichtlich SFG – relevante Kosten (ohne MwSt.) Fr. 198'500.--

Priorität: 1

Ausführung: Spätestens 4 Jahre nach Eintritt der Rechtskraft der Überbauungsordnung

Kanton Bern / AGR
Uferschutzplanung Seegarten
 Einwohnergemeinde Hilterfingen

REALISIERUNGSPROGRAMM

Massnahmenblatt Nummer 2

Massnahme: Neuanlage Uferweg

Lage: Uferabschnitt 3 R 31 Seegarten zwischen Platanenweg und Eichbühlhafen

Beschrieb: Erstellen eines kinderwagengängigen und behindertengerechten Fussweges von rund 590 m Länge und einer minimalen Breite von 1.50 m mit Kreuzungsstellen (9), Sitzbänken (2), Signalisationstafeln (Hundeleinegebot) und mit einer einfachen Brücke über den Hünibach, welche bei Bedarf einfach zu entfernen und wieder zu montieren ist. Ausbau eines Reckweges mit Geländer, dessen Ausführung im Detail zu gegebenem Zeitpunkt mit der BLS AG und dem Uferschutzverband Thuner- und Brienersee UTB abzusprechen ist. Anbringen von Zäunen und Toren zur Abschirmung der privaten Bereiche.

Ausführung gemäss Bauprojekt Uferweg.
 Unterhalt der Ufermauer bei Bedarf.

Vorgehen: Kreditbeschluss
 Ausschreibung und Auftragsvergabe
 Ausführung, Baubegleitung

Kostenträger: Einwohnergemeinde Hilterfingen

Kosten:	Landsicherung (inkl. Ufermauer) und Entschädigungen	Fr. 272'000.--
	Ausführung: Anpassungsarbeiten	Fr. 58'000.--
	Erstellungsarbeiten	Fr. 330'000.--
	Unvorhergesehenes	Fr. 57'500.--
	Bauleitung	Fr. 51'000.--
	Baustelleninstallation	Fr. 20'000.--
	Unterhalt Ufermauer bei Bedarf	

Voraussichtlich SFG – relevante Kosten (ohne MwSt.) Fr. 788'500.--

Priorität: 1

Ausführung: Spätestens 4 Jahre nach Eintritt der Rechtskraft der Überbauungsordnung

Kanton Bern / AGR
Uferschutzplanung Seegarten
 Einwohnergemeinde Hilterfingen

REALISIERUNGSPROGRAMM

Massnahmenblatt Nummer 3

Massnahme: Erweiterung und Umgestaltung Ländtematte Freifläche FF SFG

Lage: Uferabschnitt 3 R 32 Hünibach

Beschrieb: Umgestaltung in eine Gesamtanlage
 Verlängern der Uferpromenade
 Neukonzept der Weganlage und der Bepflanzung
 Liegewiese mit Dusche, Kneippanlage, Sitzstufen
 Kinderspielplatz verlegen, neu gestalten
 Ruhezone mit Sitzgelegenheit und ev. Gartenschach oder Mühlespiel
 Ev. Versetzen des geschützten Brunnens
 Erstellen von Zweirad- und Personenwagenparkplätze entlang der
 Alpenstrasse
 Erstellen von Neubau zusätzlich zum Ländtehaus für Kiosk mit
 Restaurant, Lager- und Personalraum, BLS-Billetschalter, Toilettenanlage,
 Technikraum mit Umkleideabteil etc. inkl. Innen- und Aussenbestuhlung.

Vorgehen: Detailprojekt
 Kreditbeschluss
 Ausschreibung und Auftragsvergabe
 Ausführung

Kostenträger: Einwohnergemeinde Hilterfingen

Kosten:	Projektierung	Fr. 100'000.--
	Landerwerb für die Erweiterung	Fr. 993'850.--
	Ausführung	<u>Fr. 1'300'000.--</u>

Voraussichtlich SFG – relevante Kosten (ohne MwSt.) Fr. 2'393'850.--

(Die Massnahmen entsprechen nur teilweise den SFG-Richtlinien. Die SFG-relevanten Kosten können erst nach einem detaillierten Kostenvoranschlag ermittelt werden. Im Speziellen muss der Zweck und Nutzen der Parkplätze sowie des Neubaus detailliert erläutert werden. Dies kann im Zuge des Detailprojektes geschehen.)

Priorität: 1

Ausführung: Spätestens 4 Jahre nach Eintritt der Rechtskraft der Überbauungsordnung

Kanton Bern / AGR
Uferschutzplanung Seegarten
 Einwohnergemeinde Hilterfingen

REALISIERUNGSPROGRAMM

Massnahmenblatt Nummer 4

Massnahme: Aufwertung für Wasservögel

Lage: Uferabschnitt 3 R 31 Seegarten, westlich der Einmündung Hünibach

Beschrieb: Einbringen von Steinblöcken und wenn möglich Kies- oder Schotteraufschüttungen als Vogelruheflächen (Winter) im Flachwassergebiet vor dem hart verbauten Ufer. Diese Massnahme beschränkt sich auf die unmittelbare Uferzone von max. 10 Metern Breite.

Ausführung gemäss Bauprojekt Uferweg.

Vorgehen: Kreditbeschluss
 Ausschreibung und Auftragsvergabe
 Ausführung

Kostenträger: Einwohnergemeinde Hilterfingen

Kosten:	Projektierung	Fr. 5'000.--
	Ausführung	Fr. 30'000.--
	Erwerb Seefläche	<u>Fr. 6'300.--</u>
	Voraussichtlich SFG – relevante Kosten (ohne MwSt.)	Fr. 41'300.--

Priorität: 1

Ausführung: Spätestens 4 Jahre nach Eintritt der Rechtskraft der Überbauungsordnung

Kanton Bern / AGR
Uferschutzplanung Seegarten
 Einwohnergemeinde Hilterfingen

REALISIERUNGSPROGRAMM

Zusammenfassung

Nr.	Massnahme	Ufer- abschnitt	Voraussichtlich SFG- relevante Kosten (Fr.)			Total (ohne MwSt.)	MwSt. * (7.6% ca.)	Total
			Bauleitung	Landsicherung/ Entschädig.	Ausführung			
1	Uferweg	3R32 Hünibach	67'000.-	323'000.-	597'000.-	987'000.-	50'500.-	1'037'500.-
	Neuanlage		16'000.-	51'000.-	131'500.-	198'500.-		
2	Neuanlage	3R31 Seegarten	51'000.-	272'000.-	465'500.-	788'500.-		
3	Freifläche nach SFG	3R32 Hünibach	100'000.-	993'850.-	1'300'000.-	2'393'850.-	106'500.-	2'500'350.-
	Erweiterung und Um- gestaltung Ländtematte		100'000.-	993'850.-	1'300'000.-	2'393'850.-		
4	Aufwertung	3R32 Hünibach	5'000.-	6'300.-	30'000.-	41'300.-	2'700.-	44'000.-
	Aufwertung für Wasser- vögel		5'000.-	6'300.-	30'000.-	41'300.-		
Gesamtkosten						3'422'150.-	159'700.-	3'581'850.-

* MwSt. nur auf Leistungen Ausführung und Bauleitung gerechnet

Die Kosten für den **Uferweg mit Aufwertung Wasservögel** (Massnahmen 1, 2 und 4) belaufen sich somit auf rund **1,1 Million Franken**.
 Zusammen mit den Kosten für die Freifläche (Massnahme 3) ergibt das ein **Gesamttotal** von knapp **3,6 Millionen Franken**.

Die Kosten für die angekündigten Beschwerde- und Enteignungsverfahren sind kaum abschätzbar und daher in den geschätzten Gesamtkosten nicht enthalten.

Genehmigungsvermerke

Mitwirkung 23. August bis 21. September 2007

1. öffentliche Auflage

Publikation im Amtsblatt	12. und 19. November 2008
Publikation im Amtsanzeiger	13. und 20. November 2008
Öffentliche Auflage	17. November bis 15. Dezember 2008
Erledigte Einsprachen	0
Unerledigte Einsprachen	9
Rechtsverwahrungen	2

2. öffentliche Auflage

Publikation im Amtsblatt	18. und 25. November 2009
Publikation im Amtsanzeiger	19. und 26. November 2009
Öffentliche Auflage	19. Nov. bis 18. Dez. 2009
Erledigte Einsprachen	1
Unerledigte Einsprachen	9
Rechtsverwahrungen	1

Beschlossen mit Regierungsratsbeschluss

Nr. 1339

Vom Regierungsrat genehmigt
am 15. SEP. 2010

Der Staatsschreiber:

H. Feig

